

Ce que signifierait pour nous la défaite de la démocratie en Europe

Discours de M. King à l'occasion du premier anniversaire de la guerre — Même sans invasion de l'Amérique le triomphe du nazisme en Europe entraînerait chez nous la disparition de la liberté, notre façon de vivre ressemblerait de plus en plus à celle qui existe dans les Etats totalitaires — Les ressources que les conquêtes allemandes ont ajoutées à la puissance de l'ennemi — Rôle des travailleurs dans la lutte — Fête du travail — Collaboration du Canada et des Etats-Unis pour la défense du continent

Ottawa, 3 — M. Mackenzie King, premier ministre du Canada, a prononcé, dimanche soir, à l'occasion de l'anniversaire du début de la guerre, un discours qui a été irradié au Canada et en Angleterre. Cette causerie faisait partie de la série intitulée: Let's face the facts. Voici la traduction officielle de la plus grande partie de cette causerie.

Au début, M. King a parlé de l'importance du travail et des travailleurs dans notre société. Il a ensuite dressé le bilan de la première année de guerre, les pays conquis, la France battue. "Quand elle se retira du combat, dit-il, nous perdîmes une alliée valeureuse". Puis après avoir rappelé l'entrée du Canada dans le conflit, il a continué:

Permettez-moi de vous rappeler maintenant un autre anniversaire. Demain les travailleurs du Canada célébreront, en pleine liberté, une fête, qui, par Acte du Parlement, a été instituée pour honorer la place que le travail a gagnée et maintient dans notre vie nationale. Qu'une telle célébration soit possible à la fin d'une année de guerre totale en Europe, cela est d'une signification profonde.

La position que tient le travail au Canada, sa dignité et sa liberté, ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de l'histoire et de la géographie.

Le Canada, de même que les Etats-Unis, fut peuplé en grande partie par des hommes et des femmes de race britannique. Ils apportèrent avec eux sur ce continent non seulement les lois britanniques et le respect de ces lois, mais aussi d'autres fruits des luttes qui, en Grande-Bretagne, s'étaient déroulés pour la liberté civile et religieuse. Par-dessus tout ils portaient dans leur cœur la détermination de maintenir et de développer cette liberté dans la terre nouvelle qui leur faisait signe.

Les ancêtres de nos concitoyens canadiens-français firent aussi partie de ceux qui traversèrent les mers, qui abandonnèrent leur patrie, pour se diriger vers un continent dont les larges horizons offraient une plus grande facilité de bonheur. Ils y apportèrent leur habileté naturelle pour les arts et le commerce, leur grande capacité de travail, leur amour du foyer et des joies simples, de même qu'une foi soutenue. C'est sur ces fondations ancestrales que les hommes, les femmes de races britannique et française construisirent leur liberté nouvelle.

A mesure que les années s'écoulaient, les esprits aventureux, les opprimés de tous les coins de l'Europe vinrent habiter parmi nous; ils cherchaient un nouveau pays

Avis de décès

DESROSIERS. — Aux Chutes Shawinigan, le 2 septembre 1940 est décédé à l'âge de 45 ans, le Dr Georges-E. Desrosiers, époux d'Alvine Lavallée. Les funérailles auront lieu jeudi, le 5 courant, à St-Marc de Shawinigan. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LABONTE. — A Kiamika, le 2 septembre 1940, est décédé, à l'âge de 52 ans, Joseph-Majorique Labonté, échevin de la ville d'Outremont, époux d'Albertine Pariseau et demeurant au numéro 795, ave Dunlop. Les funérailles auront lieu jeudi, le 5. Le convoi funèbre partira des Salons mortuaires Geo. Vandellac, Ltée, no 120, rue Rachel est, à 8 h. 10. Ralliement angle Dunlop et Van Horne à 8 heures 15, pour se rendre à l'église St-Germain d'Outremont, où le service sera célébré à 8 heures 30, et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

THIBAUT. — A Verdun, le 1er septembre 1940, est décédé à l'âge de 38 ans, Omer Thibault, époux d'Alice Gauthier. Les funérailles auront lieu mercredi le 4 courant. Le convoi funèbre partira des Salons mortuaires L. Thériault, no 512 ave de l'Eglise, Verdun, à 8 h. 45, pour se rendre à l'église Notre-Dame Auxiliatrice, où le service sera célébré à 9 heures. Et de là au cimetière de la Côte des Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

où la vie et la personnalité de l'homme étaient considérées comme des choses sacrées, où la tyrannie et l'esclavage n'étaient plus qu'un lointain souvenir, où l'Etat existait pour l'homme et non l'homme pour l'Etat.

Les frontières de la liberté comme les frontières de la colonisation se perdaient toujours en des horizons plus vastes. Celles-là aussi ont eu leurs forts pour consolider les victoires du passé et aussi pour assurer la marche vers l'avenir.

Nous avons raison d'être fiers de la liberté telle qu'écrite dans notre histoire romantique. Nous devons aussi à la géographie de nous avoir assuré sa protection. Nous nous sommes développés comme nation dans un territoire isolé par les océans Atlantique et Pacifique des menaces d'une invasion soudaine. La marine britannique, et durant le dernier siècle, la marine des Etats-Unis, qui faisaient la patrouille de ces océans assuraient à notre développement national une pleine sécurité.

Le temps et l'espace ont travaillé pour le Canada. C'est à l'héritage d'institution politiques libres ainsi assurées et protégées par l'association de l'histoire et de la géographie que la démocratie doit son existence même aujourd'hui sur le continent nord-américain.

Démocratie

Qu'est-ce que cette démocratie à laquelle nous faisons si souvent allusion? Pour moi, la démocratie signifie cet état d'une société organisée qui reconnaît à ses membres le droit à l'égalité dans leurs entreprises; la démocratie signifie la faculté qu'a le grand nombre de développer dans la plus entière liberté et aussi de façon continue ses forces latentes et ses talents; la démocratie signifie la liberté de tous de jouir, sous la protection des lois qu'ils se sont eux-mêmes imposées, dans une mesure juste et adéquate, des fruits de leur propre travail. Pour la démocratie, chaque fête du travail peut être comparée à un phare. A mesure que ses rayons passent et repassent, ils illuminent la liberté et le bien-être qui sont nôtres. Ce soir, ses rayons nous permettent de jeter un coup d'oeil sur le pays de nos rêves. Nous apercevons le Canada que nous nous étions imaginé et pour lequel nous avons travaillé. Un pays où les hommes et les femmes sans égard à leur race, à leurs croyances ou à leurs classes, peuvent vivre leur vie, sans crainte. Car nous n'avons pas séparé l'idéal que nous nous faisons de la liberté, de sa réalité, c'est-à-dire la liberté de pensée, la liberté de parole, le droit de s'organiser, de travailler et de prier...

La France jusqu'en ces derniers temps faisait partie de cette famille des démocraties, de même que le Danemark, la Norvège, la Hollande et la Belgique. Durant l'espace d'une seule année, nous avons été témoins de l'extinction de la démocratie sur le continent européen. Hors des confins du Commonwealth des nations britanniques et des Etats-Unis d'Amérique, la démocratie est presque disparue de la terre d'aujourd'hui. Voilà un autre fait capital que nous avons à envisager.

Nous n'avons pas besoin de Mussolini ni de Hitler pour nous apprendre que la démocratie et la dictature étaient en guerre. Dans un monde où les distances ne comptent plus, il n'y a pas de place pour que ces deux systèmes vivent côte à côte. Tôt ou tard, l'un devra exterminer l'autre. La lumière s'éteindra complètement ou les ténèbres feront place à la lumière. Comme on l'a si souvent répété à propos de l'Union américaine du temps de Lincoln, la société ne peut pas continuer d'être à demi esclave et à demi libre...

L'Europe en est maintenant à son minuit tragique. Que la fête du Travail au Canada l'an prochain soit à l'aurore d'une Europe libre ou à la nuit tombante du nazisme étendant son ombre grandissante jusque sur ce continent nord-américain, cela dépendra de la résistance, de la volonté et du travail ininterrompu non seulement d'une seule démocratie, mais de toutes celles qui ont survécu jusqu'ici. Si elles joignent leurs efforts, aucune puissance ne peut être plus grande que la vérité d'un cœur de travailleur, que la force de son bras.

Si nous ne voyons pas le péril venir, si nous manquons de la force nécessaire pour l'arrêter, nous, de ce continent nord-américain, comme les nations de l'Europe, serons pris dans cet engrenage désastreux; nous n'aurons plus qu'une alternative: ou ce continent sera dominé par la conquête et l'invasion; ou le désastre s'ensuivra non moins sûrement sans même qu'un seul soldat nazi ait été débarqué sur nos rivages, si nous ne pouvons poursuivre la lutte en Europe.

Le triomphe du nazisme en Europe signifierait pour les nations de ce continent l'échange de la liberté contre la crainte, et du progrès social contre la domination économique. Ce serait la fin de la

démocratie dans le Nouveau-Monde.

Ressources de l'ennemi

Si on étudie le sort des démocraties aujourd'hui, il faut tenir compte d'un autre fait qui n'existait pas il y a un an: l'Allemagne nazie a, en effet, ajouté à ses propres ressources celles des pays qu'elle a subjugués. Elle s'est emparée d'approvisionnement et de matériel de guerre qui, au début des hostilités, étaient dirigés contre elle ou encore appartenaient à des neutres. Toute la France, comme on le sait, est maintenant sous le contrôle de l'ennemi. De même que cette large frise s'étendant de la Norvège jusqu'à l'Espagne. Les ports et les aéroports situés sur cette ligne continentale qui se trouvaient auparavant entre les mains de puissances amies ou alliées, sont maintenant devenus des tremplins où l'ennemi s'élançait dans l'air, et sur les mers. En plus des ressources de leur propre territoire et de celles de la France, les nazis se sont emparés de l'équipement et des usines qui se trouvaient en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, au Danemark, en Norvège et en Belgique. Permettez-moi d'insister sur ce point.

Si on compte celle des régions envahies, les Nazis ont maintenant une capacité de production annuelle de 42 millions de tonnes d'acier, alors que les pays britanniques n'en peuvent produire que 17 millions de tonnes et les Etats-Unis 51 millions de tonnes.

D'autre part, l'Allemagne a considérablement augmenté sa puissance de production de navires, d'avions, d'équipement motorisé et de munitions.

Il est reconnu que les gros tanks construits dans les usines de Tchécoslovaquie ont été employés pour leur oeuvre de destruction contre la France, la Belgique et la Hollande.

Il est également reconnu que les équipements motorisés et les munitions qui ont été saisies en France et en Belgique par les Nazis servent maintenant à semer la mort et la destruction sur les Iles britanniques.

La Grande-Bretagne, le Canada, et les autres nations du Commonwealth se trouvent aujourd'hui à combattre 120 millions d'Allemands et d'Italiens, qui ont acquis des ressources et exercent un contrôle sévère sur des usines dont l'ensemble est infiniment supérieur aux ressources et aux usines de leur propre territoire.

Comme résultat de l'asservissement des principales nations industrielles de l'Europe, et de l'anéantissement de l'organisation de ces Etats, de leurs institutions sociales et de leurs unions ouvrières, Hitler dispose d'une masse d'hommes et de femmes appauvris qui se chiffre à plus de 80 millions d'individus forcés par la dure nécessité, de travailler aux salaires les plus bas.

Même s'ils n'obéissent qu'à contre-cœur, même s'ils résistent à leurs nouveaux maîtres nazis, ils représentent une acquisition formidable de puissance pour l'ennemi.

C'est après avoir bien pesé ces faits que le premier ministre du Royaume-Uni déclarait récemment au Parlement de Westminster que que les deux grandes démocraties de langue anglaise, l'Empire britannique et les Etats-Unis, auront à s'associer plus intimement, et cela à leur avantage mutuel. "Voici quelques mois, disait M. Churchill, nous avons constaté que les intérêts des Etats-Unis et de l'Empire britannique exigeaient que les Etats-Unis eussent les coudées franches pour la défense navale et aérienne de l'hémisphère occidental contre l'agression d'une puissance nazie qui dominerait temporairement une grande partie de l'Europe occidentale et ses ressources.

"Nous avons donc décidé spontanément, sans qu'on nous l'ait demandé, d'informer le gouvernement des Etats-Unis, que nous étions prêts à mettre toutes les facilités de défense de l'hémisphère occidental à sa disposition pour le loyer d'emplacement convenable dans nos possessions d'outre-Atlantique, afin d'y assurer la plus grande sécurité possible en prévision des dangers de l'avenir."

Coopération avec les Etats-Unis

C'est ainsi que M. Churchill, le 20 août dernier, énonçait le principe d'une association anglo-américaine. Ce principe avait d'ailleurs été reconnu dans les relations entre le Canada et les Etats-Unis de façon plus immédiate par une dé-

claration conjointe faite à Ogdensburg par le président Roosevelt et moi-même, il y a deux semaines. Cette déclaration réalisait l'entente à laquelle nous étions arrivés, le 17 août, pour la création d'un comité permanent et conjoint qui s'occuperait des problèmes de défense mutuelle relatifs à la sécurité du Canada et des Etats-Unis. Comme vous le savez déjà, ce comité conjoint de défense a été créé et a déjà commencé d'étudier les problèmes maritimes, terrestres et aériens relatifs à la défense de tout le nord de l'hémisphère occidental.

La création de ce comité est le résultat logique, je dirai même inévitable, de deux déclarations faites en territoire canadien en août 1938. La première fut faite le 18 août à l'Université Queen's, à Kingston, par le président Roosevelt:

"Le Dominion du Canada, disait M. Roosevelt, fait partie de la fraternité de l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des Etats-Unis ne restera pas à l'écart si la souveraineté du territoire canadien est menacée par un autre empire."

Au nom du peuple canadien, deux jours plus tard, dans un discours prononcé à Woodbridge, Ontario, je répondais à la déclaration de M. Roosevelt par ces mots:

"Nous avons, nous aussi, nos obligations à titre de bons voisins et d'amis, et l'une de ces obligations consiste à faire nous-mêmes en sorte que notre pays soit protégé contre les attaques ou l'invasion possible dans toute la mesure où nous pouvons raisonnablement le faire, et que les forces ennemies, le cas échéant, ne puissent poursuivre leur route vers les Etats-Unis en traversant le Canada par terre, par mer ou par les airs."

Ces déclarations marquent la première reconnaissance explicite par les deux pays de leur réciprocité en matière de défense.

Les événements qui se sont déroulés dans les deux années qui ont suivi ces déclarations, n'ont servi qu'à souligner davantage, au Canada autant qu'aux Etats-Unis, la nécessité d'un intérêt réciproque pour la sécurité de l'un ou l'autre pays. Ils ont également apaisé les craintes de ceux qui croyaient que les relations plus étroites avec les Etats-Unis ne serviraient qu'à affaiblir les liens qui unissent le Canada aux autres nations britanniques. C'est tout le contraire qui s'est produit.

La déclaration d'Ogdensburg et la politique qui l'a motivée représentent un accroissement des responsabilités du Canada. Le Canada et les Etats-Unis ont entrepris de partager le fardeau de leur sécurité; ni l'un ni l'autre n'a passé ce fardeau à l'autre partie. Nous nous sommes rendu compte que nos forces réunies représentent davantage que la force de l'un et de l'autre agissant séparément. La réciprocité dans la défense, signifie la réciprocité des charges aussi bien que des avantages. Le Canada accepte les deux volontiers.

Le Canada est vraiment devenu, comme je l'indiquais tout-à-l'heure, le pont qui relie la liberté nouvelle du continent nord-américain à celle de l'ancienne liberté de la Grande-Bretagne.

Qu'il ne nous suffise pas de voir dans les moyens dont nous nous servons, dans l'intérêt commun du Commonwealth britannique et des Etats-Unis, la garantie la plus sûre pour la sauvegarde de la démocratie, mais aussi une promesse de paix et d'entente, et une contribution durable à la cause de la liberté dans le monde.

Il faut vaincre

Et voilà pour la sécurité de l'Amérique du Nord contre l'invasion. Mais cela ne suffit pas. A moins que le nazisme en Europe ne soit détruit, la menace de la domination de l'univers par un ennemi implacable continuera d'être suspendue au-dessus de nos têtes tout comme, durant ces dernières années, la menace d'invasion et de domination a été suspendue au-dessus de la tête des peuples libres de l'Europe. Pour faire face à cette menace, notre propre façon de vivre ressemblerait de plus en plus à celle qui existe dans les Etats totalitaires. Nos institutions démocratiques l'une après l'autre disparaîtraient et avec elles ce que nous avons déjà acquis de liberté.

A moins que l'ennemi ne soit vaincu et que les pays soumis de l'Europe ne soient rendus à la liberté, il n'y a aucune perspective d'améliorer, pas même de maintenir la façon de vivre que les Canadiens, à force d'intelligence et d'énergie, ont réussi à atteindre, aucun espoir d'améliorer le sort de notre propre génération ni celui de nos descendants. Le travail libre aura toujours à faire concurrence à l'esclavage. L'homme qui jusqu'à présent avait le droit de choisir l'endroit où il travaillait, le genre de travail qu'il préférerait, entrera en compétition avec le travail obligatoire, mécanique, sans âme, travail mené à coups de fouet par un Etat impitoyable. Si nous nous montrons incapables de retirer les peuples opprimés de l'Europe de leur présent état de servitude, nous nous imposons des limites qui, si nous survivons, seront les seuls endroits marqués au coin de l'amitié et d'un certain développement commercial.

Les marchés qui jusqu'ici étaient ouverts aux travailleurs, aux producteurs du continent nord-américain disparaîtront. Outre-mer, nous serons forcés de rivaliser avec des déclassés. Nous, du continent nord-américain, serons de plus en plus sujets à la compéti-

tion de pays enrégimentés. Dans un vain effort pour maintenir notre façon de vivre, nous serons forcés de faire du commerce presque exclusivement entre nous. Et lentement, certainement et inexorablement, nous aussi deviendrons des conscrits.

Ces faits ne manqueront pas de frapper le travailleur et de le convaincre; il connaît l'enjeu qui se trouve dans cette lutte entre la dictature et la démocratie; il sait ce qu'il perdra advenant la défaite de la démocratie; il comprend la différence qui existe entre un gouvernement qui régit par la force, qui cherche le monopole du pouvoir et un gouvernement qui s'appuie sur le bien commun. Il sait la distinction entre les hommes qui haïssent l'égalité, qui sont continuellement en quête de nouvelles possessions, de nouveaux pouvoirs, et ceux qui croient à la fraternité humaine et à la bonté de Dieu.

Durant la période de guerre, aucun travail, aucun effort n'est comparable aux sacrifices consentis par le soldat, le marin, l'aviateur. Leur sacrifice est celui qui tient le plus au cœur de la nation qui en conserve le souvenir. Mais les Canadiens n'en oublieraient pas pour cela la dette qu'ils doivent aux travailleurs. Ici, au Canada, ils ont accepté de prolonger leurs heures de travail, de se priver de leurs congés et d'apprendre à de jeunes mains moins habiles les secrets de la mécanique la plus compliquée. Le peuple du Canada devra se souvenir d'eux au jour de la victoire.

Car le travailleur est bien le compagnon, l'allié du militaire qui, soit sur terre, soit sur mer, soit dans les airs, offre sa vie pour nous sauver. Des centaines de mains expertes, d'yeux habitués, de bras solides ont contribué à façonner ces avions canadiens qui, conduits par des pilotes de chez nous, ont enluminé le ciel britannique de leur habileté et de leur courage, vendredi dernier. Le travailleur a dû s'enorgueillir d'avoir travaillé pour de tels hommes!

Tous les travailleurs savent que chaque boulon, chaque pièce de métal, chaque balle, fabriqués au Canada, est un pas de plus vers la victoire. Ils comprennent que même le soldat le plus brave de la terre ne peut rien faire s'il n'est pas outillé.

Mes chers concitoyens: un journaliste anglais qui se trouvait parmi nous récemment disait qu'il avait découvert un Canada en guerre avec Hitler et en paix avec soi-même. Nous sommes en guerre et demeurons unis par une même volonté et un même but. Mais nous ne pouvons rester en paix avec nous-mêmes que si nous ne ménageons aucun effort, ne retenons aucune richesse et n'épargons aucun sacrifice.

Alors seulement nous nous serons montrés dignes de ces deux grandes fraternités: celle des soldats qui combattent pour nous et celle des travailleurs qui forgent l'arme de la victoire.